



M. Luis Moreno-Ocampo
Procureur de la Cour pénale internationale

Colloque interdisciplinaire

*Les violences sexuelles constitutives d'un crime
international : aborder les éléments de preuve sous un
angle interdisciplinaire*

Center on Law and Globalization

Discours liminaire

La Haye

16 juin 2009

M. le Ministre Verhagen,
Messieurs les ministres,
Madame le Haut Commissaire, M. le juge Meron,
Mesdames et Messieurs,

J'ai l'honneur et la responsabilité d'être le premier procureur de la CPI. Le mandat qui m'a été conféré consiste à mettre un terme à l'impunité des auteurs des crimes les plus graves ayant une portée internationale, y compris les crimes à caractère sexiste constitutifs du génocide, des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre, et, ainsi, à contribuer à leur prévention. Le Statut de Rome accorde une grande importance aux crimes à caractère sexiste.

Il en résulte que depuis ma nomination, voilà exactement six ans, mon Bureau a défini une ligne d'action en matière de crimes à caractère sexiste. Nous avons créé l'Unité des violences sexistes et des enfants et nommé une conseillère spéciale pour les questions ayant trait aux crimes à caractère sexiste. Nous avons enquêté sur ces crimes dans toutes nos affaires. Nous recrutons des membres du personnel que nous formons en vue de renforcer nos compétences dans ce domaine. Nous plaidons devant des juges issus de cinq continents qui appliquent un modèle juridique novateur. Nous préparons actuellement un manuel interne concernant les opérations qui exposera en détail la manière d'appréhender une enquête sur des crimes à caractère sexiste et d'en aborder les victimes et les témoins. Un document public de politique générale relatif à ces crimes est en cours d'élaboration et sera présenté cette année.

Cela étant, nous avons largement bénéficié de l'expérience d'organisations internationales et non gouvernementales. Un certain nombre d'experts, qui se trouvent parmi nous cette semaine, ont ouvert la voie en défendant l'obligation redditionnelle pour les crimes sexistes. La jurisprudence des tribunaux spéciaux a jeté les fondements de l'évolution du droit pénal international dans ce domaine précis. Nous saluons l'occasion qui nous est donnée de poursuivre ce dialogue avec vous en vue de préciser nos idées, nos stratégies et nos pratiques en matière de crimes à caractère sexiste.

Les crimes à caractère sexiste dans le Statut de Rome

Les concepts de « violences sexistes » et de « crimes à caractère sexiste » sont profondément ancrés dans le Statut de Rome. Conformément à l'article 7-1-h, la persécution de tout groupe ou de toute collectivité identifiable pour des motifs d'ordre sexiste peut constituer un crime contre l'humanité s'il est commis en

corrélation avec d'autres sortes de crimes contre l'humanité ou de crimes relevant de la compétence de la Cour. Aux fins du Statut, le terme « sexe » s'entend de « *l'un ou de l'autre sexe, masculin et féminin, suivant le contexte de la société* ». Diverses dispositions du Statut interdisent ce qui peut être qualifié de crimes à caractère sexiste, comme le viol, l'esclavage sexuel, la prostitution forcée et la grossesse forcée en tant que crime de guerre et/ou crime contre l'humanité.

L'article 54-1-b du Statut est essentiel pour mon Bureau et dispose en particulier qu'aux fins d'assurer l'efficacité des enquêtes sur des crimes relevant de la compétence de la Cour et des poursuites engagées, le Procureur « *tient également compte de la nature du crime, en particulier lorsque celui-ci comporte des violences sexuelles, des violences à caractère sexiste ou des violences contre des enfants* ».

Il est également crucial de faire preuve de tact en ce qui concerne les questions à caractère sexiste lorsqu'il s'agit de la protection des témoins et des victimes. Conformément à l'article 68-1 du Statut de Rome, « *la Cour [...] tient compte de tous les facteurs pertinents, notamment [...] le sexe [...] ainsi que la nature du crime, en particulier [...] lorsque celui-ci s'accompagne de violences à caractère sexuel, de violences à caractère sexiste ou de violences contre des enfants* ».

Par ailleurs, l'article 42-9 exige que le Procureur nomme des conseillers spécialistes du droit relatif aux violences sexuelles et aux violences à motivation sexiste. Comme je l'ai déjà dit, le Bureau du Procureur a créé une unité, l'Unité des violences sexistes et des enfants, composée de conseillers spécialisés en droit ou en psychosociologie pour traiter en particulier des questions à caractère sexiste et de celles liées aux enfants. Cette unité prodigue directement des conseils au Procureur et apporte un appui aux divisions du Bureau, de la phase de l'analyse préliminaire à celle des poursuites. En novembre dernier, nous avons également nommé le professeur Catharine MacKinnon au poste de conseillère spéciale pour les questions liées aux crimes à caractère sexiste. Comme beaucoup d'entre vous le savent, le professeur MacKinnon a contribué à établir le caractère sexiste des crimes sexuels et a fortement contribué à ce que les crimes à motivation sexiste soient reconnus dans la jurisprudence pénale internationale. La semaine dernière, elle a mené la première d'une série de plusieurs formations sur les crimes à caractère sexiste pour les membres du personnel du Bureau.

En outre, nous veillons à mener efficacement des enquêtes et à engager des poursuites à propos des crimes sexuels et à caractère sexiste en adoptant une approche ciblée et commune :

Nous travaillons avec des experts des questions sexistes et des interlocuteurs désignés afin d'assister nos équipes. Les enquêteurs et les juristes reçoivent tous une formation spécialisée portant sur le cadre juridique et les méthodes à appliquer en vue de prendre des dépositions de ce genre. Nous déployons beaucoup d'efforts pour analyser des statistiques – une tâche qui, vous ne l'ignorez pas, peut poser bien des problèmes dans le cas de violences sexistes ou sexuelles, puisque ces crimes ne sont souvent pas déclarés. Ainsi, nous constatons, dans l'une des quatre situations faisant l'objet d'une analyse, à savoir l'Afghanistan, que de nombreux rapports donneraient à penser qu'il n'existe pas de crimes à caractère sexiste, alors qu'en fait, les attaques contre les femmes fonctionnaires, les étudiantes et les écoles de filles sont une réalité.

J'aimerais insister sur le fait qu'il existe un rapport entre les crimes sexuels et cette nouvelle notion de crimes à caractère sexiste dans le Statut de Rome.

Les crimes sexuels constituent des actes criminels violents ou coercitifs. La notion de crimes à caractère sexiste a ajouté une dimension différente aux analyses. Elle met en avant le fait que les crimes sexuels comme le viol, constituent des crimes d'inégalité hommes-femmes, perpétrés avec violence.

La reconnaissance en tant que telle des notions de « violences à motivation sexiste » et de « crimes à caractère sexiste » est relativement récente en droit international. La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1979), par exemple, ne tenait pas compte des questions liées aux violences exercées contre les femmes. Pendant longtemps, les textes internationaux majeurs, comme la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, n'ont pas pris en considération le principe de sexospécificité.

Il a fallu attendre le début des années 1990 pour que les crimes à caractère sexiste soient mieux compris. Ainsi, en 1992, la recommandation générale n° 19 du Comité sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a constitué une avancée majeure. Elle définissait les violences à caractère sexiste comme étant une forme de discrimination à l'égard des femmes et a estimé que « *cette définition [de la discrimination] inclu[ai]t la violence fondée sur le sexe, c'est-à-dire la violence exercée contre une femme parce qu'elle est une femme ou qui touche spécialement la femme* ».

Le Statut de Rome repose sur ces idées. Notre mandat nous impose clairement d'appliquer ces nouveaux concepts de « crimes à caractère sexiste » ou de « violences à motivation sexiste », ce qui suppose tout d'abord que les crimes sexuels soient entendus comme des faits sociaux et culturels et en aucun cas comme des faits naturels ou biologiques.

Crimes à caractère sexiste et génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre

L'évolution qu'a connue le domaine de la justice pénale internationale en 60 ans est impressionnante. Souvenez-vous que Robert Jackson, Procureur du Tribunal de Nuremberg, avait décidé de ne pas inclure les crimes sexuels dans les affaires portées à l'encontre des dirigeants nazis.

Les efforts déployés depuis le milieu des années 1990 en vue d'amener les auteurs des atrocités commises à l'encontre des femmes dans le conflit en Bosnie à répondre de leurs actes ont permis d'établir la façon dont le viol ou toute autre violence sexuelle pouvaient être instrumentalisés dans le cadre d'une campagne de génocide. Cela a également permis de mieux situer les violences sexuelles ou à caractère sexiste parmi les crimes de guerre ou les crimes contre l'humanité.

Le jugement rendu par la Chambre de première instance du Tribunal pénal international pour le Rwanda dans l'affaire *Akayesu*, le 2 septembre 1998, marque probablement la décision la plus révolutionnaire dans l'histoire de la jurisprudence mondiale en matière de violences à motivation sexiste. Pour la première fois, le viol a été reconnu explicitement comme instrument de génocide. Comme l'a affirmé le TPIR dans l'affaire *Akayesu*, le viol est utilisé afin d'« *annihiler toute volonté, de détruire l'esprit et la vie elle-même* ». La Chambre a défini le viol comme étant « *une invasion physique de nature sexuelle commise [...] sous l'emprise de la contrainte* », plaçant ainsi les crimes à caractère sexiste dans un contexte plus vaste.

Le Tribunal spécial pour la Sierra Leone a, quant à lui, abordé la question du mariage forcé. Il s'agit d'un crime que la CPI sera appelée à mieux cerner à l'avenir.

Conformément au Statut, nous devons présenter les crimes à caractère sexiste dans le contexte plus large d'un conflit armé, d'une attaque généralisée ou systématique lancée contre une population civile ou d'un génocide. En qualité de Procureur de la CPI, je dois relever le défi de mettre en évidence la notion de

« caractère sexiste » dans nos différentes affaires et les présenter en corrélation avec les éléments contextuels des crimes comme le prévoit le Statut de Rome. Je vais à présent vous démontrer comment des crimes à caractère sexiste sont commis aujourd’hui en vous donnant des exemples tirés des affaires actuelles.

Crimes de guerre : affaire *Le Procureur c. Jean-Pierre Bemba* ; affaire *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui*

La décision d’ouvrir une enquête relative à la situation en République centrafricaine (RCA) mettait pour la première fois le système de la justice pénale internationale face à une situation où le nombre de crimes sexuels dépassait celui des meurtres présumés. Les éléments de preuve réunis montrent que Jean-Pierre Bemba, en qualité de dirigeant du Mouvement de Libération du Congo (MLC), a envoyé ses soldats en RCA afin qu’ils interviennent pour que le Président de l’époque, Ange-Félix Patassé, conserve le pouvoir, ce qui a conduit à des actes généralisés de viol ou à d’autres violences sexuelles. Le MLC s’est servi du viol comme arme de guerre primaire afin de terroriser et de punir la population civile pour son soutien présumé aux forces antigouvernementales et de rendre la population malléable sur le plan politique. Le MLC a parfois commis des viols devant les membres de la famille des victimes, ajoutant ainsi à la souffrance et à l’humiliation. Dans le Document de notification des charges à l’encontre de Bemba, nous avons ajouté les violences sexuelles et les viols aux chefs d’accusation de torture et de viol comme crimes contre l’humanité et crimes de guerre, ainsi que les atteintes à la dignité de la personne, en particulier le traitement humiliant et dégradant, comme crime de guerre.

S’agissant de la situation en République démocratique du Congo (RDC), dans l’affaire contre Germain Katanga, ancien dirigeant de la Force de résistance patriotique in Ituri (FRPI), et Mathieu Ngudjolo Chui, un des hauts dirigeants du Front des nationalistes et intégrationnistes (FNI), l’Accusation présente également des charges qui visent des crimes à caractère sexiste, à savoir, l’esclavage sexuel et le viol comme crimes contre l’humanité et crimes de guerre. Ces deux hommes sont accusés d’avoir ordonné l’attaque lancée contre le village de Bogoro, dans le district de l’Ituri, le 24 février 2003. Des centaines de civils ont été massacrés au cours de cette attaque, leurs foyers ont été pillés et détruits, des femmes et des jeunes filles ont été violées.

D’après les éléments de preuve recueillis, certaines femmes, capturées à Bogoro et épargnées car elles avaient tu leur appartenance ethnique, ont été emmenées dans des camps du FNI et de la FRPI, après avoir été déshabillées ou violées au

moment de leur capture. Une fois sur place, elles ont été données comme « épouses » à leur ravisseurs ou détenues à la prison du camp. Les femmes qui y étaient emprisonnées étaient violées à maintes reprises, tant par les soldats que par les commandants.

Crimes contre l'humanité : affaire *Le Procureur c. Joseph Kony*

Notre enquête relative à la situation en Ouganda a non seulement montré comment l'Armée de résistance du Seigneur (ARS) a systématiquement enlevé des jeunes filles pour les réduire à la condition d'esclaves sexuelles et les violer, mais elle a également mis en évidence la manière dont le dirigeant de l'ARS, Joseph Kony, a contrôlé tous les aspects de l'enlèvement des jeunes filles, de leur distribution aux commandants de l'ARS et de leur réduction en esclavage. Il offrait les jeunes filles enlevées en récompense aux commandants comme esclaves sexuelles. Kony a eu lui-même chez lui jusqu'à une cinquantaine de jeunes filles enlevées à la fois – des jeunes filles qui ont été réduites en esclavage et violées.

Notre enquête a démontré que Kony a donné des ordres stricts à propos de leur traitement. Par exemple, aucune d'entre elles ne devaient être « touchées » avant qu'il n'ait décidé de leur distribution parmi les commandants. Des éléments de preuve laissent à penser que Kony préférait enlever des jeunes filles parce que les chances qu'elles soient infectées par une maladie sexuellement transmissible étaient moindres, et qu'il a donné l'ordre qu'aucune fille ne soit « touchée » ou violée pendant six mois environ afin de s'assurer qu'elles n'étaient pas porteuses de ces maladies. L'ARS a tenté de dissimuler ses actes criminels en appelant « épouses » ou « sœurs » les jeunes filles réduites en esclavage.

Nous cherchons à poursuivre Kony afin qu'il réponde de plusieurs chefs d'accusation, dont la réduction en esclavage sexuel et le viol comme crimes contre l'humanité et le viol comme crime de guerre.

À l'heure actuelle, ces crimes continuent d'être commis. De nombreuses femmes servent d'esclaves sexuelles et domestiques parmi les civils enlevés en RCA, au Soudan et en RDC suite aux ordres donnés par Joseph Kony d'enlever un millier de nouvelles « recrues ».

Génocide : affaire *Le Procureur c. Omar Al Bashir*

Dans notre demande de délivrance d'un mandat d'arrêt à l'encontre du Président soudanais Al Bashir, le 14 juillet 2008, nous avons affirmé que les viols et les violences sexuelles commis au Darfour faisaient « partie intégrante » de sa tentative de détruire les Four, les Massalit et les Zaghawa, et qu'il devrait être inculpé de génocide conformément aux alinéas b) et c) de l'article 6 du Statut de Rome. Le viol des femmes et des jeunes filles cherchant de la nourriture ou du bois aux alentours et à l'intérieur des camps de personnes déplacées est systématique, et les auteurs agissent en toute impunité. Depuis 2003, des milliers de femmes et de jeunes filles appartenant aux groupes ciblés ont été violées dans chacun des trois États du Darfour par des membres de la milice/janjaouid et des forces armées. Cela se produit encore aujourd'hui. Un tiers des victimes de viols sont des enfants. Le viol représente une arme silencieuse utilisée pour détruire les communautés. Une victime de viol a expliqué : *« Ils tuent nos hommes, puis ils diluent notre sang par le viol. [Ils] ... veulent en finir avec nous en tant que peuple, mettre fin à notre histoire ».*

Comme Kelly Askin l'a déclaré en avril de l'année dernière devant la Commission des affaires judiciaires du Sénat des États-Unis, *« la majorité des viols commis en temps de guerre le sont publiquement, et en bande, sans aucune crainte de répercussions juridiques, et encore moins sociétales ou morales ».*

La dénégation totale de ces crimes par Al Bashir, lorsqu'il déclare qu'il n'y a pas de viols au Soudan et que cela ne fait pas partie de la culture soudanaise, constitue un affront supplémentaire envers ces femmes victimes. Il est normal que le Président Al Bashir nie l'existence de ce crime, mais la question est de savoir pourquoi la communauté internationale se joint à cette dénégation.

En mars, la Chambre préliminaire de la CPI a délivré un mandat d'arrêt à l'encontre d'Al Bashir pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité, rejetant les trois chefs d'accusations de génocide. J'ai demandé l'autorisation d'interjeter appel de cette décision. Nous pensons que la Chambre a appliqué un critère erroné pour examiner nos éléments de preuve : elle n'a pas pleinement pris en considération ou pesé les atteintes graves à l'intégrité physique ou mentale des membres des ethnies four, massalit et zaghawa, en particulier au travers de viols commis à grande échelle au cours des attaques lancées contre les villages, contre les camps de personnes déplacées ou dans les environs.

Je sais qu'une session spéciale sera consacrée au Darfour et nous sommes impatients de recevoir vos idées sur le rôle du viol en tant qu'élément du schéma de destruction infligé aux groupes ciblés au Darfour.

Crimes à caractère sexiste comme élément de la criminalité relative aux enfants soldats : affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*

Au cours de notre déclaration liminaire, nous vous avons également présenté la composante du caractère sexiste de l'enrôlement et de la conscription d'enfants de moins de 15 ans dans l'affaire menée contre Thomas Lubanga Dyilo. Les éléments de preuve montrent de quelle manière Thomas Lubanga a instrumentalisé les violences sexuelles en vue de soumettre les enfants des deux sexes à sa volonté et de les utiliser afin de poursuivre ses propres objectifs de violence.

Dans les camps, les enfants soldats ont été confrontés à des violences sexuelles inqualifiables perpétrées par les hommes de Lubanga. Les jeunes hommes recevaient l'ordre de violer. Dans les camps d'entraînement, les filles soldats étaient victimes des viols perpétrés quotidiennement par les commandants.

Des jeunes filles soldats, dont certaines n'avaient pas plus de 12 ans, ont été utilisées comme cuisinières, combattantes, femmes de ménages, espionnes, éclaireuses et esclaves sexuelles. Elles transportaient un fusil une minute et l'autre elles servaient à manger aux commandants, puis ils les violaient. Elles étaient tuées si elles opposaient une résistance. Un enfant soldat a été gravement traumatisé après avoir tué une fille qui refusait d'avoir une relation sexuelle avec un commandant. Les éléments de preuve dont nous disposons montrent que dès que la poitrine des filles se formait, les commandants les sélectionnaient pour qu'elles deviennent, de force, leurs « épouses » et leurs esclaves sexuelles. Un de nos témoins a décrit comment il a pu observer quotidiennement ses commandants violer des filles soldats.

Aujourd'hui, on peut encore voir nombre d'entre elles en RDC, retenues comme « épouses » par les commandants, ou dans les rues de Kinshasa et de Bunia, rejetées par leurs communautés et essayant de survivre tant bien que mal comme prostituées. Ces combattantes sont laissées en marge de nombreux projets de désarmement, de démobilisation et de réintégration. Comme l'a souligné la représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU, Radhika Coomaraswamy, dans un mémoire d'*amicus curiae* adressé à la Cour, les jeunes filles combattantes sont trop souvent invisibles parce qu'elles sont également des épouses et des aides ménagères, elles passent entre les mailles du filet et ne sont pas présentées pour bénéficier des programmes de démobilisation.

Nous avons la responsabilité de dénoncer les crimes à caractère sexiste endurés par les personnes les plus vulnérables. Au cours du procès, mon Bureau s'est donné pour mission de s'assurer que Thomas Lubanga Dyilo assume la responsabilité pénale des atrocités commises à l'encontre de ces petites filles soldats lorsqu'il a procédé à leur enrôlement et à leur conscription pour qu'elles servent de proies sexuelles tout en participant aux combats. Ces jeunes filles ne seront pas invisibles à la Cour pénale internationale.

Le jugement rendu dans l'affaire Lubanga pourrait changer la vie de ces jeunes filles, elles ne devraient plus jamais être exclues de l'aide apportée par des programmes de démobilisation.

Conclusion

Mon Bureau participe à un nouveau système qui contribue à mettre fin à l'impunité. Nous avons ouvert une enquête sur des actes de violences sexuelles dans les provinces du Kivu en RDC. Le mandat de la CPI consiste à remonter la chaîne de commandement pour arriver jusqu'aux personnes qui portent la responsabilité la plus lourde, celles qui ont ordonné les violences et les ont financées. En ce qui concerne les auteurs de rang moyen, les bourreaux, il nous faut donner les moyens d'agir aux tribunaux locaux. Nous collaborons actuellement avec les autorités congolaises pour constituer des dossiers en vue de procédures nationales. Cependant, la protection des témoins et des juges relève de la gageure dans le cadre des enquêtes et des poursuites en RDC, particulièrement dans les provinces du Kivu.

J'aimerais conclure en souhaitant une session fructueuse aux différents groupes de travail et je serai ravi d'entendre vos remarques concernant nos politiques et nos pratiques.